

## ► Aperçu du poids des industries culturelles dans quelques pays où le français est la seule langue officielle<sup>13</sup>

On ne pourra citer ici toutes les manifestations culturelles qui se déroulent en Afrique francophone afin d'éviter autant que possible l'effet inventaire d'une telle énumération mais aussi pour garder l'angle économique que nous avons décidé de retenir dans ce chapitre. Le lecteur doit néanmoins savoir qu'une multitude d'initiatives fleurissent dans tous les domaines artistiques, dont certaines revêtent un caractère international propice à la promotion et à la diffusion des créations culturelles francophones. Faute de place, et ne disposant pas des données économiques qui y sont liées, nous ne pourrions revenir en détail sur quelques rendez-vous majeurs de la culture en français (et en langues nationales), mais pouvons les citer au fil des descriptions par pays.

Plusieurs de ces manifestations se déroulent dans des pays qui n'ont pas le français comme unique langue officielle et qui ne seront donc pas présentés dans ce court article. À titre d'exemple, nous

mentionnerons les Rencontres théâtrales internationales du Cameroun (RETIC), rendez-vous incontournable pour les compagnies théâtrales d'Afrique francophone et les professionnels du théâtre.

En effet, comme l'indique notre titre, l'aperçu présenté ci-dessous se limitera aux pays dont le français est la seule langue officielle et pour lesquels nous avons pu recueillir suffisamment de données. Il ne reflète donc que de manière très parcellaire la réalité de la valeur des industries créatives francophones.

### Au Burkina Faso<sup>14</sup>

Les industries culturelles sont encore embryonnaires au Burkina Faso et l'étroitesse du marché pénalise la rentabilité des biens et services culturels produits localement. Il n'existe pas d'étude statistique sur la contribution macroéconomique de ce secteur au produit intérieur brut mais l'enquête réalisée en 2008-2009 estime que le

<sup>13</sup> Quelques éléments chiffrés seront également fournis pour le Cameroun, le Liban et le Maroc en raison de la place significative qu'occupe la langue française dans les industries culturelles et de la disponibilité de certaines données.

<sup>14</sup> Profil culturel des pays du Sud membres de la Francophonie. Un aperçu de trois pays de l'UEMOA. Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, OIF – 2010. [http://www.francophonie.org/IMG/pdf/profil\\_oif\\_uemoa\\_vlegere.pdf](http://www.francophonie.org/IMG/pdf/profil_oif_uemoa_vlegere.pdf)



secteur des industries culturelles – édition, musique, audiovisuel et événements culturels – génère au **moins 1 271 emplois à temps plein et 2,9 milliards de FCFA (6,8 millions USD)**.

Les entreprises présentes dans les filières de l'écrit, de l'audiovisuel et de la musique sont caractérisées par une faible taille notamment dans les deux dernières filières. La plupart d'entre elles (70 %) sont des micro-entreprises (moins de 10 salariés) et évoluent le plus souvent dans le secteur informel. Leur contribution à l'économie, en terme de chiffre d'affaires reste très limitée, allant de 500 000 FCFA (1 050 US\$) pour les plus petites, à 1,2 milliard de FCFA (2,5 millions US\$) pour la plus importante.

Le Burkina Faso est – excepté pour certains biens artisanaux, les œuvres d'art ainsi que les instruments de musique grâce aux exportations d'instruments à percussion – importateur net de biens culturels.

L'urbanisation progressive des zones périurbaines et le développement rapide des nouvelles technologies de communication ont entraîné une évolution des pratiques culturelles et de leur place dans le fonctionnement de la société. De **nouvelles pratiques** davantage liées aux loisirs émergent et rencontrent une offre culturelle urbaine proposée par les bibliothèques, les multiples vidéoclubs, les salles de concerts et de cinéma, les festivals, les vendeurs ou loueurs de cassettes audio et vidéo ou numériques (CD audio, DVD, VCD...), les galeries d'art et les boutiques de vente d'objets d'artisanat d'art et de design.

Dans ce contexte, la mise en valeur du patrimoine culturel et la structuration des industries culturelles et créatives constituent des pistes qui ont été explorées pour répondre aux aspirations culturelles de la population dans leur diversité, contribuer au développement de la ville et renforcer son attractivité.

Une **stratégie de développement de l'accueil de conférences internationales et d'organisation d'une vingtaine d'événements** consacrés au cinéma, à la musique, aux marionnettes, à la danse et au théâtre ainsi qu'à l'artisanat d'art et aux arts de la rue a été mise en place. Grâce à elle, de nouveaux métiers sont apparus, une économie s'est progressivement développée en

reliant culture et tourisme mais aussi culture, urbanisme et habitat : hôtellerie, restauration, transports, objets souvenirs, lutherie et formation aux musiques traditionnelles.

## Ouagadougou, un carrefour culturel majeur en Afrique de l'Ouest

Des festivals et biennales comme le Salon international de l'Artisanat de Ouagadougou (SIAO), le Festival panafricain du cinéma et de télévision de Ouagadougou (FESPACO), le Festival international de théâtre et de marionnettes de Ouagadougou (FITMO) et les Récrcréâtrales, pour n'en citer que quelques-uns, font de Ouagadougou un carrefour culturel majeur en Afrique de l'Ouest. Ils contribuent également au dynamisme et à l'attractivité de la ville et du pays.

Dotés de budgets qui s'échelonnent de 173 000 € environ pour le FITMO, 345 000 € pour les Récrcréâtrales à plus d'1 million d'euros pour le FESPACO ou le Salon international d'artisanat de Ouagadougou, ces événements génèrent des revenus non négligeables et engendrent un effet multiplicateur sur les secteurs de la communication, de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Avec environ 1,2 million d'euros de recettes, le SIAO est l'un des contributeurs les plus significatifs de ce secteur à l'économie locale. Difficilement mesurable dans un contexte où l'économie informelle prédomine, l'effet sur l'emploi semble non négligeable et pourrait se situer entre 1 600 et 4 000 emplois directs.

Considérant l'importance sociale, culturelle et économique de la musique et sa capacité à répondre aux besoins culturels des jeunes mais aussi à leur offrir des opportunités d'activités génératrices de revenus, la collectivité locale s'est engagée depuis 1999 dans un programme de développement de la musique et de son « éco-système » avec le soutien technique et financier de partenaires internationaux : la Coopération française, la Ville de Grenoble, la Commission européenne, l'UNESCO, le Programme Cultures ACP, la Coopération belge et l'association Culture et développement ont contribué à la mise en place d'un dispositif d'appui au



développement de la filière musique autour du Jardin de la musique Reemdoogo, une infrastructure de création, de diffusion, de formation, de promotion et de vente de phonogrammes.

### Du Jardin de la musique Reemdoogo au cluster culture et économie<sup>15</sup>

Véritable centre de ressources culturelles et éducatives destiné à structurer la filière, en émergence, de la musique, ses missions sont d'appuyer la création musicale avec des locaux de répétition entièrement équipés, de soutenir la diffusion avec une salle semi-couverte de 500 places ; de faciliter la professionnalisation par des activités de formation, d'information et de conseil.

Le Reemdoogo est un lieu de rencontre et de travail pour les entrepreneurs du spectacle et les musiciens, qui ont par ailleurs la possibilité de participer à des échanges internationaux avec de jeunes musiciens de Bordeaux, de Paris, de Québec

<sup>15</sup> D'après une étude réalisée par Francisco d'Almeida dans le cadre de la préparation de *Creative Economy Report Special Edition 2013. Widening Local Development Pathways, Nations-Unies / Unesco / PNUD - 2013.*

et de Taïpèh à l'occasion de résidences de création en Europe ou à Ouagadougou. La ville de Grenoble, quant à elle, accueille en résidence de création à chaque édition de sa biennale *Divercities*, de jeunes musiciens ouagalais.

Le dispositif d'appui comprend également une pépinière d'entreprises culturelles destinée à conseiller, former et informer de jeunes entrepreneurs de la filière musique : 117 entrepreneurs et opérateurs culturels ont été concernés en deux ans.

La création du Reemdoogo et de la pépinière d'entreprises culturelles a contribué à une transformation réelle de la vie musicale. En revitalisant la pratique instrumentale, elle a enrayé le développement des concerts en *play-back*. En organisant des ateliers de formation de jeunes instrumentistes, elle a favorisé l'éducation musicale, notamment celle de jeunes filles particulièrement motivées. En accompagnant les jeunes professionnels, elle a contribué au renouvellement des esthétiques grâce à la fusion avec les musiques traditionnelles et renforcé la diversité culturelle de l'offre musicale.

Quant à la dimension économique de la musique, la pépinière d'entreprises culturelles a favorisé la prise de conscience de l'importance du droit de la culture et de la gestion entrepreneuriale dans le développement de la filière. Elle a également contribué à créer des compétences que les jeunes formés pourront utiliser dans leur parcours professionnel.

Équipement culturel à vocation professionnelle, le Reemdoogo est aussi un équipement de proximité et d'animation de la vie musicale de son quartier d'implantation et du monde scolaire. Son installation a fortement contribué à améliorer le cadre de vie des riverains par l'éclairage électrique, l'aménagement et le bitumage des voies de communication attenantes et par l'animation musicale permanente.

Sur la base de ces résultats, la Mairie de Ouagadougou envisage d'implanter, avec l'appui de ses partenaires internationaux, une deuxième infrastructure de diffusion orientée vers les croisements d'esthétiques et de disciplines artistiques et vers la fabrication et la vente d'instruments locaux. Elle serait le troisième pôle d'un cluster économie créative en gestation qui inclurait



la filière particulièrement dynamique de l'artisanat d'art.

## Audiovisuel

Tous les **films** importés au Burkina Faso sont soit en français, soit doublés ou sous-titrés en français. Quant aux exportations de films, depuis la liquidation administrative de la Société nationale d'exploitation et de distribution cinématographique du Burkina (SONACIB) en 2007, aucune structure de distribution n'assure plus la circulation des films dans la sous-région ouest-africaine.

Le Burkina Faso est l'un des pays les plus dynamiques de la sous-région dans le secteur de l'**audiovisuel**. Si le Festival biennal panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO) a acquis une renommée internationale, la production télévisuelle burkinabè a réussi à se forger une place relative sur le marché local et sous-régional. L'accès difficile au financement ralentit cependant la production audiovisuelle du pays qui est passée de 32 productions en 2005 (long métrages, court métrages, séries TV) à 17 productions en 2007. Suite à des accords de coproduction audiovisuelle avec la France et le Maroc, plusieurs fictions ont vu le jour : *Soleils* de Dany Kouyate, *Twaaga* de Cédric Ido, *Moi, Zaphira* d'Apolline Woyé Traore, *Le Foulard noir* de Boubakar Diallo.

L'enquête réalisée auprès des différents maillons de la filière audiovisuelle – studios d'enregistrement, studios de montage, maisons de production, stations de radio, stations de télévision – révèle que celle-ci génère au moins 778 emplois et environ 658 millions de FCFA (1,4 million USD). Plus de 80 % des structures interrogées sont des micro-entreprises avec un chiffre d'affaires moyen de 40 millions de FCFA (93 000 USD).

## Édition et livres

L'enquête réalisée auprès des acteurs de la filière de l'**édition** – maisons d'édition et de distribution, librairies, agence de presse, journaux, bibliothèques – n'est pas exhaustive car les données chiffrées collectées concernent peu de structures. Cependant, elle donne un aperçu de la taille de ce secteur avec une activité générant au

moins 1,6 milliard de FCFA (3,6 millions USD) en 2008 et 121 emplois.

La densité de la production éditoriale reste relativement faible et les maisons d'édition publient en moyenne 5 ouvrages par an. Le maillon de la librairie est, quant à lui, peu développé et de nombreuses boutiques portant l'enseigne de **librairie** sont en réalité des papeteries vendant des fournitures et quelques livres scolaires. Comme dans le reste des pays de l'UEMOA, ce maillon connaît par ailleurs le phénomène des « librairies par terre ». Ce sous-secteur générerait au Burkina Faso un chiffre d'affaires total de près de 15 millions de FCFA soit 32 200 USD. Ces structures sont de petites unités informelles dont le chiffre d'affaires, très faible, oscille entre 100 000 FCFA (soit 220 USD) pour la plus petite et 900 000 FCFA (soit 2 000 USD) pour la plus grande.

## Musique

Si les acteurs de la **musique** sont dynamiques et présents dans tous les maillons de la chaîne de valeur, ce secteur reste peu structuré au Burkina Faso.

L'enquête réalisée auprès des différents maillons de la filière musicale – studios d'enregistrement, maisons de production, maisons de distribution, vente au détail, scènes – révèle que celle-ci génère au moins 372 emplois et 255 millions de FCFA (558 000 USD).

Les entreprises qui évoluent dans ce secteur sont majoritairement (81 %) des micro-entreprises. Celles-ci présentent un chiffre d'affaires annuel moyen de 43 millions de FCFA (94 000 USD) mais pour la plupart, il n'excède pas 10 millions de FCFA (21 900 USD).

Le maillon de la **production** est dynamique mais relativement précaire. On compte au moins 13 producteurs dans la capitale mais ceux-ci sont souvent contraints de diversifier leurs activités pour espérer rentabiliser leur entreprise. En effet, la vente de produits musicaux connaît un ralentissement important depuis 3 ans et rend difficile la rentabilité économique dans cette filière.

1 unité de duplication industrielle, 12 studios d'enregistrement, 13 maisons de production, 5 maisons de distribution et plus de 30 salles de spectacles et lieux de diffusion musicale sont recensés sur l'ensemble du territoire. Près de 60 événements culturels (salons, marchés, festivals sur les arts et les traditions populaires et festivals jeunesse) se déroulent au Burkina Faso

Le secteur de la **duplication** est marqué par la place importante de Seydoni, seule entreprise réalisant du pressage industriel, et par le développement parallèle de petites unités de duplication artisanales. La capacité annuelle de production de supports musicaux est estimée à 450 000 cassettes et 13 000 CD.

Le maillon de la **distribution** est particulièrement défaillant, ce qui favorise l'établissement d'une piraterie généralisée. On estime à 91 % la part des produits piratés circulant sur le marché national.

### Théâtre

Le **Carrefour international de théâtre de Ouagadougou**<sup>16</sup> est une illustration de la volonté de développer de nouveaux publics dans les communautés locales. Il est l'un des théâtres les plus populaires à Ouagadougou et, au cours des dernières années, il a réussi à transformer le théâtre en une affaire populaire au-delà de l'élite culturelle, notamment en diffusant des publicités à la radio et à la télévision et sur les autobus publics ; les pièces sont jouées plus longtemps, généralement de 3 à 4 semaines afin de laisser suffisamment de temps pour le bouche-à-oreille (la plupart des autres scènes du Burkina Faso ne fonctionnent que sur une ou deux dates), et il a toujours présenté des productions

<sup>16</sup> Dans *Creative Economy Report. Special Edition 2013. Widening Local Development Pathways, Nations-Unies / Unesco / PNUD - 2013* (p.57)

locales pertinentes et de haute qualité.

## Au Cameroun<sup>17</sup>

L'enquête réalisée en 2011<sup>18</sup> auprès des professionnels de la culture a révélé le dynamisme de certaines filières, en particulier celle de la musique et de l'artisanat d'art, dont le potentiel en matière de création de revenu et d'emploi est incontestable. Au total, pour un échantillon de 905 structures identifiées (hors filière du patrimoine culturel), il ressort que l'ensemble du secteur culturel emploierait au moins 4 458 personnes et générerait au moins 526,7 millions de francs CFA de chiffre d'affaires, sachant que la réalité se situe certainement bien au-delà de ces chiffres.

Tout en mettant en lumière l'**important vivier créatif et la grande diversité des expressions culturelles** qui caractérisent le Cameroun, l'enquête a également montré que **ce potentiel demeure largement sous-exploité**, surtout si l'on considère que grâce au bilinguisme, les produits culturels camerounais sont en mesure de rayonner dans l'espace francophone comme dans l'espace anglophone.

<sup>17</sup> Bien que le français ne soit pas la seule langue officielle au Cameroun, ce pays a été retenu pour les raisons indiquées dans la note page 428.

<sup>18</sup> Profil culturel des pays du Sud membres de la Francophonie. Un aperçu de trois pays de la CEMAC : Cameroun, Congo-Brazzaville, Gabon. OIF - 2012. [http://www.francophonie.org/IMG/pdf/profil\\_oif\\_cemac\\_v.legere.pdf](http://www.francophonie.org/IMG/pdf/profil_oif_cemac_v.legere.pdf)

## ► Tableau synthétique des principaux chiffres collectés

Filières	Nombre de structures identifiées	Chiffre d'affaires cumulé (millions de francs CFA)	Emploi cumulé
Livre	98	60,2	481
Musique et arts du spectacle	211	170,4	1 000
Cinéma et production audiovisuelle	66	42,2	333
Presse et médias	74	69,9	888
Arts visuels	118	48,2	402
Artisanat d'art et commerce d'antiquités	338	155,8	1 354
<b>TOTAL</b>	<b>905</b>	<b>546,7</b>	<b>4 458</b>

Souvent informelles et de taille modeste, les entreprises culturelles camerounaises, toutes filières confondues, restent assujetties à une importante précarité liée aux difficultés rencontrées pour rentabiliser leur activité. Outre des coûts souvent alourdis par les taxes appliquées aux intrants importés, nombre d'entre elles peinent à élargir leurs débouchés quand bien même le marché potentiel apparaît très large dans un pays qui compte près de 20 millions d'habitants. Ces difficultés s'expliquent en premier lieu par le cloisonnement du marché des biens culturels, lié à la diversité ethnolinguistique qui caractérise le pays, mais surtout à la défaillance des circuits de distribution, rarement capables de couvrir l'ensemble du territoire. De manière générale, la structuration des maillons des différentes filières se révèle souvent sommaire et insuffisante. À cela s'ajoute le problème central qu'est le non-respect de la législation sur le droit d'auteur et les droits voisins. L'omniprésence de la piraterie sur les marchés du disque, du film, mais aussi de l'édition, gangrène le développement de ces filières, en diminuant les revenus des créateurs et producteurs et en exerçant un effet très dissuasif sur l'investissement. La modernisation de l'environnement juridique de la culture et surtout l'accroissement des moyens déployés pour sa mise en œuvre sont donc des défis de taille auxquels les pouvoirs publics doivent continuer de s'atteler, afin d'assainir l'environnement des affaires des entreprises culturelles et permettre ainsi leur développement.

Enfin, l'enquête a également mis en lumière la nécessité d'accroître l'investissement public pour la construction de nouvelles infrastructures culturelles, en particulier pour l'accueil de spectacles et la préservation du patrimoine culturel.

## Au Québec (Canada)<sup>19</sup>

En 2012, les revenus d'exploitation des seuls secteurs cinéma, édition (dont

<sup>19</sup> Les données statistiques proviennent de l'Observatoire de la culture et des communications de l'Institut de la statistique du Québec.

**Le Fonds capital culture Québec (FCCQ)** pour le développement de projets culturels d'envergure a été lancé officiellement en novembre 2011. Ce nouveau fonds de 100 M\$, dont la capitalisation est répartie entre le gouvernement du Québec (60 M\$), représenté par la SODEC, et son partenaire le Fonds de solidarité (40 M\$), a pour objectif principal de privilégier l'exportation de la culture québécoise. La production de spectacles, l'édition de livres et l'achat et la vente de droits d'édition, la production cinématographique et télévisuelle, la production multiplateformes, la production d'enregistrements sonores et l'achat et la vente de catalogues, les productions numériques interactives et les jeux vidéo sont les principaux secteurs qui bénéficient de cette initiative financière.

journaux) et arts d'interprétation se sont montés à 2,3 Mds \$ CAD (9,7 Mds \$ CAD pour l'ensemble du Canada).

Née de la fusion de la Société générale du cinéma du Québec et de celle des industries culturelles, la **Société de développement des entreprises culturelles** (SODEC) a pour mission, depuis 1995, le soutien à la création, à la production et à la diffusion des expressions culturelles du Québec.

En 2012-2013, la SODEC a versé 62,6 M \$ CAD sous la forme d'aides directes<sup>20</sup>, réparties comme suit :

Livre	6,2 M \$ CAD
Métiers d'art et arts visuels	4,8 M \$ CAD
Musique et variétés	12,5 M \$ CAD
Cinéma	39 M \$ CAD

La SODEC intervient également par des mécanismes de financement des entreprises (36,4 M \$ CAD en 2012/2013) et en accordant des crédits d'impôts (209,5 M \$ CAD en 2012/2013) et elle représente le Gouvernement du Québec au sein du **Fonds capital culture Québec** récemment créé.

## Productions cinématographiques

Au cours de la dernière décennie, la fréquentation annuelle dans les cinémas et les ciné-parcs du Québec a fluctué entre

<sup>20</sup> Rapport annuel de gestion 2012/2013 de la SODEC.

Sur l'ensemble du Canada, **114** films dont **49** en français ont été produits en 2010-2011 et **100** films dont **40** en français l'ont été en 2011-2012.

22,2 millions et 29,9 millions d'entrées. En 2011, l'assistance aux projections en français représentait 74 % de la fréquentation totale, comparativement à 68 % en 2000. Une augmentation s'observe également dans le pourcentage de projections en français : alors que cette proportion, sur le nombre total de projections, était de 70 % en 2000, elle s'élevait à 74 % en 2011. Le nombre de copies de films en français distribués aux établissements cinématographiques a aussi connu une hausse : de 2003 à 2010, ce nombre est passé de 7,1 millions à 7,8 millions, ce dernier chiffre représentant alors 76 % de l'ensemble des copies de films distribués aux établissements cinématographiques. Concernant la valeur des productions cinématographiques, les entrées aux projections en français ont généré des revenus de billetterie de 127,6 M\$ en 2011. Ces revenus représentaient 72 % de l'ensemble des recettes de billetterie. Par ailleurs, pour 2010-2011, les 37 longs métrages en français produits au Québec pour le marché des salles représentaient un coût total de production de 169,0 M\$.

Si la qualité de plusieurs longs métrages québécois en français – qui se traduit notamment par leur rayonnement lors de festivals cinématographiques d'envergure internationale – est bien connue, d'autres formes de productions audiovisuelles québécoises de langue française, telles que les documentaires, attirent l'attention. En 2010-2011, les documentaires de langue française représentaient 88 % de l'ensemble des documentaires produits au Québec, comparativement à 81 % pour 2008-2009.

### Télévision

De 2008-2009 à 2010-2011, la proportion du nombre de productions télévisuelles en français produites au Québec est passée de 74 % à 88 %. En ce qui a trait aux services de télévision spécialisée et de télévision payante, au cours des dernières années, cette industrie a connu, elle aussi, un **essor considérable**. De 2001 à 2010, le nombre de stations offrant de tels services en langue française est passé de 16 à 28. En 2010, cette industrie a produit des bénéfices nets avant impôts de 145,7 M\$.

Depuis 2001, sa marge bénéficiaire<sup>21</sup> a crû de manière constante (elle atteignait 26,8 % en 2010).

La contribution au PIB de l'ensemble de la production de contenu sur écran au Québec s'est élevée à 1,4 Mds \$ CAD en 2012-2013 (7,6 Mds \$ CAD pour l'ensemble du Canada).

### Spectacles de chanson

Au Québec, entre 2004 et 2010, l'assistance annuelle aux spectacles payants de chanson francophone<sup>22</sup> a oscillé entre 0,9 et 1,1 million d'entrées. Ces entrées ont généré des revenus de billetterie de 23,6 M\$ en 2010, comparativement à 21,2 M\$ en 2004. Il est important ici de préciser que ce public se rend essentiellement à des spectacles de chanson québécoise. En effet, en 2010, 92 % des entrées aux spectacles de chanson francophone étaient pour des spectacles provenant du Québec. En ce qui a trait aux représentations offertes, on note aussi, entre 2004 et 2010, une majorité de représentations payantes en français.

### Musique enregistrée

En 2011, il s'est vendu 9,25 millions d'albums sur support physique ou numérique au Québec. Parmi les albums québécois vendus, 67 % étaient de langue française. D'ailleurs, depuis 2006, les albums en français ont toujours occupé une **part majoritaire** de l'ensemble des albums québécois vendus dans la Province. Cette tendance peut notamment s'expliquer par la présence de titres francophones parmi les palmarès des albums les plus populaires (au chapitre des ventes, les plus demandés à la radio, etc.). Ces albums francophones à succès sont, la plupart du temps, des albums québécois. Pour l'ensemble des enregistrements sonores (québécois et autres), la valeur des ventes des albums numériques en français pour l'année 2011 (3,0 M\$) a quintuplé par rapport à l'ensemble des ventes de ces albums pour l'année 2008 (0,579 M\$).

<sup>21</sup> Exclut certains types de représentations payantes : les représentations privées, les représentations de spectacles amateurs et les représentations données dans les locaux d'écoles primaires ou secondaires pour les élèves de ces écoles. Par ailleurs, ne sont pas considérées comme payantes les représentations où le droit d'entrée prend la forme d'un passeport ou d'un macaron valide pour l'ensemble d'un festival ou d'une manifestation culturelle, ni les représentations où il n'y a pas de billet à acheter, mais simplement un droit d'entrée à déboursier.

<sup>22</sup> La marge bénéficiaire est une proportion qui correspond au bénéfice net avant impôts par rapport au total des revenus.





## Livres

De 2007 à 2009, le nombre de livres en français disponibles dans les bibliothèques publiques autonomes<sup>23</sup> est passé de 13,1 millions à 14 millions, alors que les livres en français y représentaient 86 % de l'ensemble des livres disponibles. Du côté des ouvrages publiés au Québec, 7,4 millions de livres l'ont été en français en 2003, pour 8,3 millions en 2009. Au cours de ces sept années, 83 % et plus des ouvrages publiés au Québec étaient des livres en français.

## Au Congo<sup>24</sup>

L'enquête réalisée en 2011 auprès des professionnels de la culture a permis de mettre en lumière le **dynamisme**

de certaines filières qui, bien que peu structurées, se développent rapidement grâce à l'épargne mobilisée par des investisseurs privés conscients des opportunités du secteur. Sont particulièrement concernées la filière de la musique et surtout celle des médias, avec l'émergence de groupes dont les activités s'étendent de la télévision à la radio en passant par la presse écrite ou la production musicale.

En dehors de ces groupes et d'un petit nombre d'entreprises relativement structurées, les filières culturelles congolaises restent caractérisées par une grande précarité et par la prépondérance de l'informel. Ces caractéristiques expliquent en partie le manque de fiabilité des chiffres collectés, les taux de réponses étant généralement très bas. Avec une grande précaution, on peut quand même estimer que le secteur de la culture emploierait au moins **2 625 personnes** et générerait un chiffre d'affaires cumulé d'au moins **813 millions de francs CFA**, **3,9 milliards de francs CFA** si l'on prend en compte le très important budget du **Festival panafricain de musique (FESPAM)**.

<sup>23</sup> Bibliothèques publiques qui desservent les municipalités de 5 000 habitants ou plus. Elles comprennent aussi certaines bibliothèques publiques qui desservent des municipalités de moins de 5 000 habitants et qui ne sont pas affiliées à un Centre régional de services aux bibliothèques publiques.

<sup>24</sup> Profil culturel des pays du Sud membres de la Francophonie. Un aperçu de trois pays de la CEMAC : Cameroun, Congo-Brazzaville, Gabon, OIF - 2012 [http://www.francophonie.org/IMG/pdf/profil\\_oif\\_cemac\\_v.legere.pdf](http://www.francophonie.org/IMG/pdf/profil_oif_cemac_v.legere.pdf)



## ► Tableau synthétique des principaux chiffres collectés

Filières	Nombre de structures identifiées	Chiffre d'affaires cumulé (millions de francs CFA)	Emploi cumulé
Livre	25	27	64
Cinéma et production audiovisuelle	18	NC	13
Musique et arts du spectacle	71	707 / 3 889*	381
Presse et médias	71	50	2 054
Arts visuels	11	47	7
Artisanat d'art et commerce d'antiquités	13	NC	21
Patrimoine et tourisme culturels	9	NC	85
<b>TOTAL</b>	<b>218</b>	<b>831 / 4 013*</b>	<b>2 625</b>

\* Si l'on prend en compte le budget du FESPAM.

La 1<sup>re</sup> édition de TAZAMA 2014, festival du film des femmes africaines, s'est déroulée pendant une semaine en janvier 2014.

Créé en 1996, à l'issue d'un sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le FESPAM (9<sup>e</sup> édition en 2013) est placé sous la tutelle du ministère congolais de la Culture et des Arts, et se tient tous les deux ans principalement à Brazzaville. Pendant une semaine, artistes, producteurs, mélomanes, chercheurs, muséologues, musicologues, ethnologues, historiens, journalistes, touristes, etc., d'Afrique, d'Europe, d'Asie, d'Amérique se retrouvent à ce rendez-vous éminemment culturel. S'y déroulent :

- des **spectacles musicaux** qui réunissent des grands talents de la musique de l'Afrique et de sa diaspora à travers des podiums disséminés dans la ville de Brazzaville ;

- un **symposium** qui rassemble des musicologues, des muséologues, des ethnologues, des historiens, des chercheurs pour une analyse scientifique du thème de l'édition ;

- le **Marché de la musique africaine** (MUSAF), qui s'articule autour de l'exposition-vente de supports phonographiques, vidéographiques, d'instruments de musique et de rencontres professionnelles sur l'industrie culturelle et musicale ;

- l'**exposition** des instruments traditionnels de musique, animée par le **Musée panafricain de la musique**, haut lieu de recherche, de sauvegarde, de conservation, et de promotion du patrimoine culturel tant matériel qu'immatériel.

L'indéniable potentiel des **industries culturelles** congolaises en termes de création de richesse et d'emploi reste à ce jour entravé par de nombreux obstacles liés aux difficultés rencontrées par les entreprises pour croître autour d'un modèle économique durable.

Ces difficultés sont liées en premier lieu à l'étroitesse des marchés qui, outre le pouvoir d'achat encore relativement faible des Congolais, est imputable dans bien des cas à l'importance du commerce illégal de produits culturels piratés. Concernant les filières de la musique et de l'audiovisuel, le non-respect de la législation sur le droit d'auteur et les droits voisins pénalise ainsi créateurs et producteurs et amoindrit leur capacité à investir et à prendre des risques. À ces problèmes de débouchés vient s'ajouter la lourdeur des coûts, entretenue par une fiscalité désavantageuse et par la forte taxation des biens de production importés, décisifs pour le maillon impression des filières du livre et de la presse écrite.

## En Côte d'Ivoire<sup>25</sup>

Avec une population de près de 20 millions d'habitants dont 49 % d'urbains et 64 % de jeunes, la Côte d'Ivoire dispose d'un potentiel significatif pour le développement des pratiques culturelles, la diversité de l'offre et l'expansion de la demande culturelles.

D'après l'enquête, les trois filières – édition, musique et audiovisuel – génèrent au moins **3 655 emplois à temps plein**.

Les entreprises présentes dans les filières de l'écrit, de l'audiovisuel et de la musique sont caractérisées par une faible taille notamment dans les deux dernières. La plupart de ces entreprises (65 %) sont des micro-entreprises (moins de 10 salariés) et évoluent le plus souvent dans le secteur informel. Leur contribution à l'économie, en terme de chiffre d'affaires reste marginale allant de 2 millions de FCFA (8 400 USD) pour les plus petites à 8 milliards de FCFA (15,4 millions USD) pour la plus importante.

L'ensemble du secteur (édition, audiovisuel, musique, événements culturels) génère un **revenu d'au moins 35 milliards de FCFA** (76,3 millions USD) et 38 milliards de FCFA (82,8 millions US\$) si l'on ajoute le budget des institutions, des organismes de formation et des organisations professionnelles.

### Édition et livres

L'enquête réalisée auprès des différents maillons – maisons d'édition, de distribution, librairies, agence de presse, journaux, bibliothèques – estime que la filière de l'édition et du livre génère au moins 1 300 emplois et 26,4 milliards de FCFA (57,6 millions USD).

11 maisons d'édition, 23 imprimeries, 16 librairies, 29 journaux et magazines, 1 agence de presse, 12 bibliothèques (nationale, communales, spécialisées, centres culturels...) sont recensés sur l'ensemble du territoire.

Cette filière est constituée de :

- micro-entreprises (à hauteur de 58 %) avec un chiffre d'affaires moyen de 153 millions de FCFA (336 000 USD) ;
- petites entreprises (à hauteur de 30 %) avec un chiffre d'affaires moyen de 1 milliard de FCFA (2,2 millions USD) ;

– moyennes entreprises (à hauteur de 10 %) avec un chiffre d'affaires moyen de 3 milliards de FCFA (6,6 millions USD) ;

– grandes entreprises (à hauteur de 2 %) avec un chiffre d'affaires moyen de 5 milliards de FCFA (11 millions USD).

### Audiovisuel

L'enquête réalisée auprès des différents maillons de la filière audiovisuelle – studios d'enregistrement, studios de montage, maisons de production, stations de radio et de télévision – révèle que celle-ci génère au moins 1 114 emplois à temps plein et 6,3 milliards de FCFA (13,7 millions USD).

7 studios d'enregistrement et de montage, 27 maisons de production, 2 maisons de distribution, 7 stations de télévision, plus de 70 stations de radio (grandes stations et stations de proximité) sont ainsi recensés sur l'ensemble du territoire.

27 productions cinématographiques ont été réalisées en 2012. La Côte d'Ivoire a conclu des accords de coproduction audiovisuelle avec le Burkina Faso, la France, la Guinée et le Maroc.

Le paysage audiovisuel est dominé par la **Radio Télévision Ivoirienne (RTI)** qui comprend 4 chaînes de télévision et 2 chaînes de radio couvrant l'ensemble du territoire. À celles-ci s'ajoutent des radios commerciales, institutionnelles et 70 stations de proximité proches de la vie des communautés. Excepté la RTI, près de 70 % des structures interrogées sont des micro-entreprises avec un chiffre d'affaires moyen de 14 millions de FCFA (31 000 USD).

### Musique

Le secteur de la musique est relativement **dynamique** en Côte d'Ivoire comme l'attestent le nombre de pratiques professionnelles certaines et l'essor d'une scène locale reconnue au niveau international. Certains obstacles limitent cependant le développement de ce secteur. L'enquête réalisée auprès des différents maillons de la filière musicale – studios d'enregistrement, maisons de production, maisons de distribution, vente au détail, scènes – révèle que celle-ci génère au moins 1 250 emplois à temps plein et 1,2 milliard de FCFA (2,8 millions USD).

2 unités de duplication industrielle, 15 studios d'enregistrement, 15 maisons de production, 6 maisons de distribution, 2 points de vente spécialisés dans la musique et 4 salles de spectacles sont ainsi recensés sur l'ensemble du territoire.

<sup>25</sup> Profil culturel des pays du Sud membres de la Francophonie. Un aperçu de trois pays de l'UEMOA. Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, OIF - 2010 [http://www.francophonie.org/IMG/pdf/profil\\_oif\\_uemoa\\_vlegere.pdf](http://www.francophonie.org/IMG/pdf/profil_oif_uemoa_vlegere.pdf)

## ► Répartition du chiffre d'affaires du secteur musical par maillon

Structures	Chiffre d'affaires total
Studios d'enregistrement	14,7 millions FCFA
Maisons de production	933 millions FCFA
Maisons de distribution	25 millions FCFA
Ventes au détail	250 millions FCFA
Scènes	31 millions FCFA
<b>ENSEMBLE</b>	<b>1,2 milliard FCFA</b>

Les entreprises qui évoluent dans ce secteur sont majoritairement des micro-entreprises. Leur chiffre d'affaires oscille entre 2 et 250 millions de FCFA (entre 4 400 et 550 000 USD) mais, pour la plupart des entreprises, il n'excède pas 25 millions de FCFA (55 000 USD).

18 événements culturels<sup>26</sup> – salons, marchés, festivals sur les arts et les traditions populaires et festivals jeunesse – sont également répertoriés, dont : le SILA (Salon International du Livre d'Abidjan), le SIAPA (Salon international des Arts plastiques d'Abidjan), et surtout le MASA (Marché des Arts du spectacle africain) dont la 8<sup>e</sup> édition a eu lieu du 1<sup>er</sup> au 8 mars 2014.

## En France

En France, les industries culturelles et créatives (ICC) ont généré, en 2011,

un chiffre d'affaires global de plus de 74 milliards d'euros<sup>27</sup>. Près de 80 % de ce montant (61,4 milliards €) sont portés par les acteurs centraux de la filière (création, production, distribution...) et 20 % dans les activités indirectes et induites par chacun des 9 secteurs : arts graphiques et plastiques, musique, spectacle vivant, cinéma, télévision, radio, jeux vidéo, livre, presse/journaux et magazines.

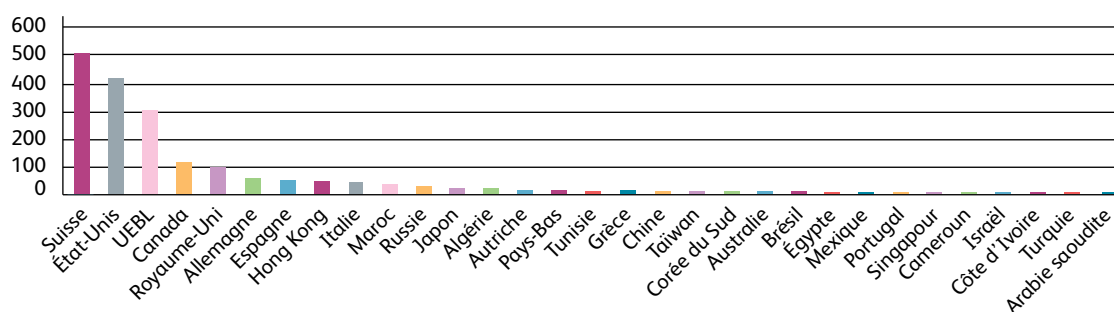
Les ICC employaient en 2011 1,2 million de personnes, soit 5 % de l'emploi intérieur total français, dont 92 % en emplois directs et 8 % dans les activités connexes.

Parmi les principaux importateurs de produits culturels français, les acheteurs de langue française semblent dominer avec une place prépondérante de la Suisse, de l'Union belgo-luxembourgeoise (UEBL) et du Canada (cf. graphique ci-dessous).

<sup>26</sup> Consultables sur [www.francophonie.org/IMG/pdf/profil\\_oif\\_uemoa\\_vlegere.pdf](http://www.francophonie.org/IMG/pdf/profil_oif_uemoa_vlegere.pdf)

<sup>27</sup> Sauf mention contraire, les chiffres présentés ici sont tirés de « 1<sup>er</sup> Panorama des industries culturelles et créatives. Au cœur du rayonnement et de la compétitivité de la France », novembre 2013. © 2013 Ernst & Young Advisory. [http://www.ey.com/Publication/wLUAssets/EY-Panorama-Industries-culturelles-et-creatives/\\$FILE/EY-Panorama-Industries-culturelles-et-creatives.pdf](http://www.ey.com/Publication/wLUAssets/EY-Panorama-Industries-culturelles-et-creatives/$FILE/EY-Panorama-Industries-culturelles-et-creatives.pdf)

## ► Importation de produits culturels français (2009)



Source : base de données CHELEM, CEPII.



Le « 1<sup>er</sup> Panorama des industries culturelles et créatives »<sup>28</sup> met en exergue les réussites francophones dans le domaine des industries culturelles :

- Vivendi, chef de file de la production et édition musicales au niveau mondial ;
- Deezer, l'un des premiers diffuseurs mondiaux pour l'écoute de musique en ligne ;
- Hachette, deuxième éditeur mondial ;
- 20 % du chiffre d'affaires de la presse française constitués par les ventes à l'étranger ;
- le cinéma français est le 3<sup>e</sup> producteur en nombre de films derrière l'Inde et les États-Unis ;
- Ubisoft est devenu le 3<sup>e</sup> développeur indépendant de jeux vidéo au monde ;
- le marché français de l'art est à la 4<sup>e</sup> place mondiale.

## Aperçu synthétique du poids des industries culturelles en France (2011)

### *Arts graphiques et plastiques*

18 759 M€ (CA direct ; revenus des auteurs des arts visuels – graphistes, peintres, sculpteurs, plasticiens, illustrateurs, dessinateurs... –, activités des architectes, de design, photographiques, marchands d'art, recettes des musées...)

1 055 M€ (CA indirect ; ventes de matériels de photographie professionnels, activités d'organisation de foires et d'expositions d'art, livres beaux-arts et bandes dessinées, presse...)

307 716 emplois directs et indirects

### *Édition*

5 095 M€ (CA direct ; ventes de livres physiques et numériques, ventes à l'export, subventions publiques)

520 M€ (CA indirect ; dépenses d'acquisition des bibliothèques municipales, ventes de supports numériques de lecture, copie privée hors téléphones intelligents et tablettes)

79 613 emplois directs et indirects

Dont physique 4 171 M€ ; numérique 12 M€ ; ventes de supports 386 M€ ; export 664 M€

Nombre de nouveautés : 70 000 titres

Ventilation par genre :

Fiction 24 %

Non Fiction 76 %

Traductions 16 % (dont 60 % de l'anglais)

### *Musique*

6 041 M€ (CA direct ; ventes de musique enregistrée, spectacle musiques actuelles et classique, diffusion de musique – TV, radios, discothèques –, ventes à l'export...)

2 559 M€ (CA indirect ; marché des factures instrumentales et accessoires, vente de matériel audio, droits d'auteurs et voisins sur les marchés connexes...)

240 874 emplois directs et indirects

Dont vente de « morceaux » 879 M€

Dont CD 80,7 %

Dont téléchargement 11,9 %

Dont écoute en ligne 7,4 %

Dont spectacle vivant 2 400 M€ (musiques actuelle et classique)

Dont radios musicales 491 M€

Dont TV musicales 185 M€

Dont discothèques 1 000 M€

Dont ventes d'équipements 1 300 M€ (chaînes Hi-Fi, autoradios, baladeurs, casques...)

Dont recettes export 389 M€

### *Spectacle vivant*

5 989 M€ (CA direct ; recettes de billetterie, subventions de l'État et des collectivités locales)

2 396 M€ (CA indirect ; retombées indirectes : consommations, hébergements, etc.)

267 713 emplois directs et indirects

### *Cinéma*<sup>29</sup>

3 297 M€ (CA direct ; billetterie, préachats et coproductions des chaînes TV, apports co-producteurs étrangers et SOFICA, recettes publicitaires en salles, ventes et locations de films, vidéo à la demande, ventes à l'export)

1 087 M€ (CA indirect ; ventes de matériels vidéo et tablettes, ventes de presse cinéma, copie privée hors téléphones intelligents et tablettes)

105 890 emplois directs et indirects

Dont billetterie 1 371 M€

Dont matériels vidéo et tablettes 1 041 M€

Dont Export 157 M€

28 Cf. note 25.

29 Chiffres du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) : « L'exportation des films français en 2012 » et « La production cinématographique en 2013 ».

Recettes d'exportation (2012) 211,3 M€ (+34,9 % par rapport à 2011)

Sur la période 2003-2012, les recettes d'exportation augmentent en moyenne de 6,1 % par an. L'Europe de l'Ouest reste la principale zone d'accueil pour le cinéma français avec 42,8 % des recettes totales, suivie de l'Amérique du Nord (28,6 %), de l'Europe centrale et orientale (11,2 %), de l'Asie (7,2 %), de l'Amérique latine (4,5 %), du Moyen-Orient (1,9 %), de l'Océanie (1,6 %) et de l'Afrique (0,3 %).

Entrées	206 M
Nombre de films produits (2013)	270
Dont à majorité étrangère	61
Dont premiers films	68
Budget moyen (2013)	4,8 M€
Nombre de films distribués (2010)	550
Entreprise de production	188
Nombre de salles	5 700

### Télévision

10 048 M€ (CA direct ; revenus des chaînes TV, ventes et locations de vidéos en DVD/Blu-Ray hors « cinéma », vidéo à la demande, ventes à l'export)

4 873 M€ (CA indirect ; ventes de matériels vidéo et tablettes tactiles, production de films institutionnels et publicitaires, ventes de presse TV)

176 467 emplois directs et indirects

*Dont Revenus des chaînes TV 9 252 M€*

*Dont ventes matériels vidéo et tablettes 3 015 M€*

### Radio

1 355 M€ (CA direct ; recettes publicitaires des radios, contribution à l'audiovisuel public, part radio)

240 M€ (CA indirect ; ventes de matériels audio)

17 450 emplois directs et indirects

### Jeu Vidéo

3 677 M€ (CA direct ; jeux pour consoles de salon et portables, jeux pour ordinateurs hors ligne et en ligne, jeux pour téléphones portables, exportation)

1 314 M€ (CA indirect ; ventes d'équipement des jeux vidéo)

23 635 emplois directs et indirects

*Dont jeux pour consoles de salon 1 143 M€*

*Dont export 1 500 M€*

*Dont ventes d'équipements 1 314 M€*

*Nombre de joueurs 28 M*

### Presse/Journaux et magazines

10 402 M€ (CA direct ; ventes de journaux et magazines, recettes publicitaires de la presse, recettes des sites d'information en ligne – dont applications mobiles –, aides directes à la presse, ventes à l'export)

270 M€ (CA indirect ; ventes de supports numériques de lecture de revues et journaux)

101 933 emplois directs et indirects

*Dont ventes de journaux et magazines*

*5 570 M€*

*Dont recettes publicitaires 3 580 M€*

*Dont ventes à l'export 414 M€*

Les ventes à l'étranger de la presse française représentent 20 % de son chiffre d'affaires. Deux titres français sont présents dans près de 40 pays.

## Au Gabon<sup>30</sup>

L'enquête réalisée auprès des professionnels de la culture en 2011 a permis de mettre en lumière un **secteur dynamique**, dont le potentiel en matière de création de richesse et de lutte contre la pauvreté est incontestable. Ainsi, avec des taux de réponse relativement élevés, il ressort que le secteur culturel dans son ensemble emploierait directement au moins 2 401 personnes et générerait un chiffre d'affaires cumulé d'au moins 2,28 milliards de francs CFA.

<sup>30</sup> Profil culturel des pays du Sud membres de la Francophonie. Un aperçu de trois pays de la CEMAC : Cameroun, Congo-Brazzaville, Gabon, OIF - 2012 [http://www.francophonie.org/IMG/pdf/profil\\_oif\\_cemac\\_v.legere.pdf](http://www.francophonie.org/IMG/pdf/profil_oif_cemac_v.legere.pdf)

## ► Tableau synthétique des principaux chiffres collectés

Filières	Nombre de structures identifiées	Chiffre d'affaires cumulé (millions de francs CFA)	Emploi cumulé
Édition (hors imprimerie)	37	1 304	715
Cinéma et production audiovisuelle	26	28	331
Musique et arts du spectacle	124	83	339
Presse et médias	79	800	942
Arts visuels	12	61	34
Artisanat d'art et commerce d'antiquités	5	n. c.	130
Patrimoine et tourisme culturels	5	n. c.	n. c.
<b>TOTAL</b>	<b>288</b>	<b>2 276</b>	<b>2 491</b>

Ces chiffres sont révélateurs de l'important vivier créatif existant au Gabon, particulièrement dans les filières du livre, du cinéma et de la musique, mais aussi du dynamisme d'un embryon industriel en cours de structuration. Le niveau du pouvoir d'achat des Gabonais, relativement élevé par rapport à la moyenne des pays africains, est également une variable à prendre en compte.

Cependant, derrière ces agrégats, l'enquête a également révélé les freins encore nombreux qui entravent le développement des filières étudiées. Tout d'abord, les carences du cadre juridique concernant le droit d'auteur et les droits voisins entretiennent le développement de la piraterie et contribuent à comprimer les revenus des créateurs et des producteurs. Ce problème est particulièrement sensible au niveau des filières de la musique, du cinéma et du livre, et constitue un important frein à la prise de risques pour les opérateurs concernés.

En raison de cette prolifération du piratage, mais aussi de la lourdeur de la fiscalité qui pèse sur les entreprises et des difficultés d'accès au financement bancaire, bon nombre de structures, souvent jeunes et de taille très modeste, peinent à trouver un modèle économique viable.

Se déroulent également au Gabon la Fête de la culture, la Fête de la musique, le Festival « Gabao » hip-hop, un Festival international de théâtre et un Festival de cinéma du Gabon.

## Au Liban

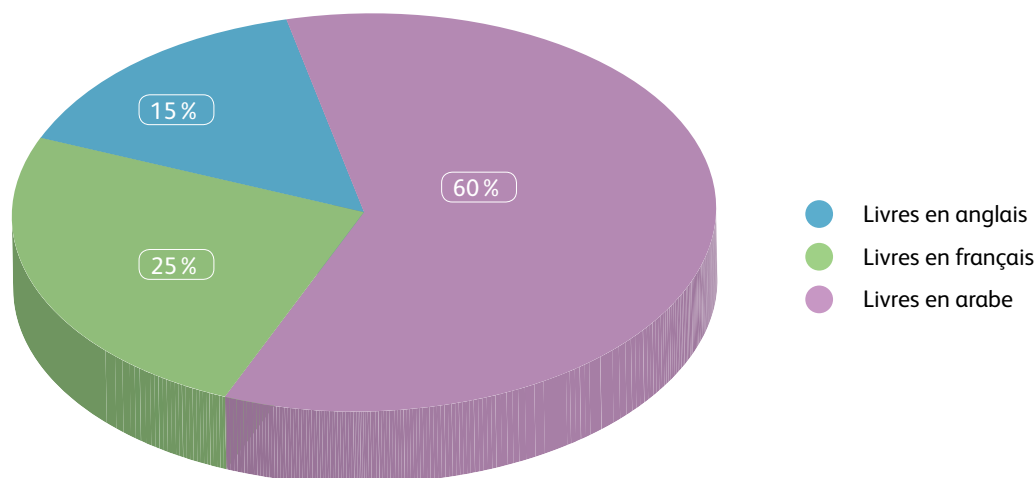
Bien que le français ne soit pas langue officielle au Liban, ce pays a été retenu pour les raisons indiquées page 428.

### Édition et livres

Selon les statistiques établies par la Centrale de l'édition, les exportations de livres français vers le Liban représentaient en 2012 (derniers chiffres disponibles) 9 millions et demi d'euros, en constante progression (+ 50 % entre 2000 et 2012). En l'absence de statistiques fiables, on peut estimer à 70 % la part du livre français importé par rapport à la totalité du chiffre d'affaires de l'édition francophone au Liban, laquelle s'établirait donc à 15 millions d'euros environ (estimations calculées en « prix de cession éditeurs », ne correspondant pas au chiffre d'affaires en prix de vente public que l'on peut estimer au double).



## ▶▶ Répartition des ventes par langue : position intermédiaire du français, entre l'arabe et l'anglais



Chaque année, le **Salon du livre francophone de Beyrouth** contribue fortement à la visibilité de l'édition francophone (60 000 visiteurs en 2013). Les ventes réalisées par les exposants, importateurs de livres et éditeurs, à l'occasion de ce salon sont estimées supérieures à 2 millions d'euros (2013).

Les cessions de droits de titres en français se font essentiellement vers la langue arabe pour des éditions destinées aussi bien au marché libanais du livre en arabe qu'à l'exportation vers les pays de langue arabe. Les exportations de titres en français restent assez limitées en volume et concernent essentiellement les livres pour enfant, les manuels et le parascolaire.

Le Liban étant surtout exportateur de livres en langue arabe (plus qu'importateur), les importations concernent, outre les ouvrages en langue française, les livres en anglais. Les acquisitions de droits concernent elles aussi essentiellement les livres en langue anglaise.

### **Audiovisuel**

Le marché du film libanais est dominé par les productions américaines. Sur 22,2 millions d'euros de recettes réalisées en 2010, les films américains ont représenté 87 % de ce montant total, les productions libanaises moins de 1 %, et les productions de pays tiers 12,4 %. La part

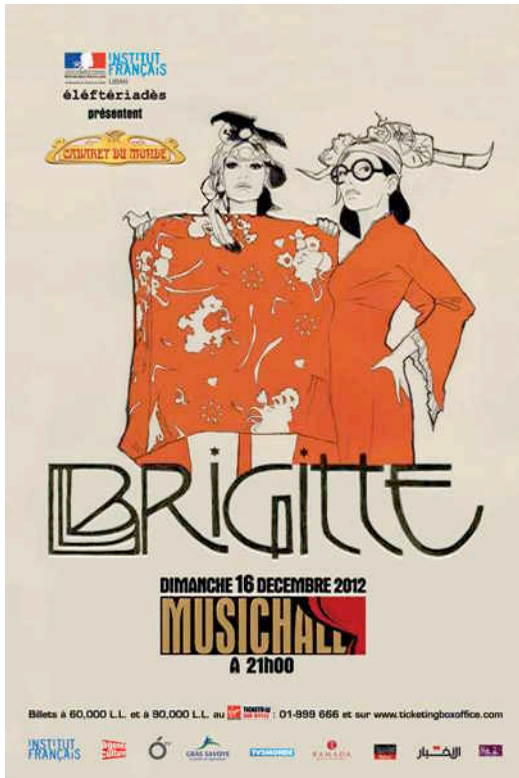
du cinéma de langue française dans le paysage cinématographique libanais reste minoritaire ; il ne concerne qu'un très petit nombre d'œuvres chaque année, entre 1 et 5 films en moyenne.

6 films français sont sortis en salle au Liban en 2012, et en tout 50 films français sont diffusés en moyenne chaque année à travers les actions de l'Institut français du Liban, les festivals, les ciné-clubs, etc.

En dehors des quelques documentaires cinéma qui bénéficient d'une version en français et sont diffusés à l'étranger, très peu de films libanais sont exportés. Selon la base de données LUMIERE de l'Observatoire européen de l'audiovisuel, seuls 23 films libanais ont été distribués en Europe entre 1996 et 2012 ; parmi ceux-ci, le film *Caramel* de Nadine Labaki a réalisé à lui seul 62 % des entrées des films libanais distribués sur cette période, avec 1,4 million d'entrées. Il est à noter que la France représente le premier débouché des films libanais, représentant la moitié des entrées réalisées.

### **Musique**

Outre le concert annuel « Cabaret du monde » organisé au Music-Hall par l'Institut français depuis 2010 qui accueille plusieurs groupes français et francophones (San Severino, Juliette, Grand Corps Malade, les Brigitte et le chanteur M), on signale des créations originales locales :



Brigitte en concert à Beyrouth.

– « Notre jeunesse » spectacle coproduit par le collectif Zoukak (d'origine libanaise) et la compagnie « Du zieu dans les bleus » (d'origine française) ;

– la présentation en français de « 3 h à Chatila » de Jean Genet, avec une comédienne libanaise et un metteur en scène français.

L'Institut français du Liban, à travers ses neuf antennes régionales (Beyrouth, Deir el Qamar, Jounieh, Tripoli, Saïda, Nabatieh, Tyr, Zahlé, Baalbeck), reste le principal partenaire de la scène artistique et culturelle au Liban.

## Au Maroc

Bien que n'ayant pas le français pour langue officielle, le Maroc est présenté ici pour illustrer, dans un pays où le français occupe une place significative, les perspectives de développement qu'offre le secteur audiovisuel.

### Patrimoine culturel et cinéma : l'exemple de Ouarzazate

L'État et les collectivités territoriales misent sur le **secteur cinématographique** pour attirer les investissements internationaux et faciliter le développement territorial. En effet, le cinéma génère pour la région un chiffre d'affaires de cent millions de dollars et fournit 3 000 emplois directs et des activités indirectes pour environ 90 000 personnes.

Le Maroc est devenu une destination importante pour le **tournage de films étrangers** depuis le **XX<sup>e</sup> siècle**<sup>31</sup> et un grand pays de cinéma où une importante production cinématographique nationale s'est structurée à partir des années 1960-1970, grâce, notamment, à un système assez complet d'aides de l'État<sup>32</sup>.

L'histoire du cinéma à Ouarzazate remonte aux années 1950 avec les tournages de *Casablanca* (1952), *Othello* (1952), *Lawrence d'Arabie* (1962) et *Un thé au Sahara* (1990). Plus récemment, Martin Scorsese a choisi Ouarzazate pour le tournage de *Kundun*. Outre leurs retombées sur la filière du cinéma à Ouarzazate, ces films favorisent le tourisme.

<sup>31</sup> Le premier long-métrage tourné au Maroc date de 1919 (*Le destin*, de J. Pinchon, D. Quintin) ; source : « Tourisme et cinéma, quel impact ? Le cas de Ouarzazate », mémoire de fin d'étude, Imlahi Mohamed, El Atrache Salah-Eddine, 2000, Institut Supérieur international du Tourisme de Tanger.

<sup>32</sup> Un fonds de soutien est créé dans les années 1980 et est géré par le Centre cinématographique marocain.

## Ouarzazate, des atouts naturels et culturels

La ville de Ouarzazate se situe à 198 kilomètres au sud-est de Marrakech, sur un plateau de 1 160 mètres d'altitude dans la région du Souss Massa Drâa, la deuxième en termes de contribution au PIB du Maroc (12,3 %)¹. Connue comme la porte du Grand Sud, elle est le point de départ de la route des oasis, à la confluence des vallées du Drâa et du Dadès.

Ses sites témoignent d'une histoire multi-séculaire ainsi que d'une diversité d'influences de civilisations et de cultures dont les savoir-faire, les traditions, les connaissances et modes de vie se sont adaptés à la diversité géographique du territoire. Cette diversité de patrimoine culturel matériel et immatériel est aujourd'hui un des plus grands atouts de la région et plus particulièrement de la province de Ouarzazate.

<sup>1</sup> Monographie de la région du Souss Massa Draa, Union régionale de la Cgem Souss Massa Drâa, étude réalisée avec le financement de l'Union européenne, projet Paap II, 2010, p. 18.



L'industrie cinématographique est devenue l'un des vecteurs de diversification et de croissance de l'économie régionale du fait de son impact sur plusieurs secteurs qui y sont liés directement ou indirectement<sup>1</sup> : hôtellerie et restauration, artisanat, transports, services, commerce.

1 Monographie de Ouarzazate, CRI DSU – Agadir, 2011.

D'autres établissements et lieux de tournage existent dans le pays, comme les Cinedina Studios de Casablanca. Toutefois, les conditions locales ont favorisé la constitution d'un pôle d'activités qui a permis à Ouarzazate d'accueillir 45 % des 140 tournages étrangers effectués au Maroc entre 2006 et 2010 pour une moyenne d'investissements de 50 millions d'euros par an.<sup>33</sup>

La combinaison d'atouts tels que le décor naturel et le patrimoine bâti – dunes, montagnes, kasbah et ksour –, un réseau de communication doté d'un

33 Abdessadek El Alem, Actes de la Conférence « Intelligence économique au service de l'entrepreneuriat régional : un défi pour l'État et les entreprises », Rabat, 2011, p.15.

aéroport international, des capacités d'accueil hôtelier, des mesures incitatives comme l'exonération de la TVA pour tous les biens et services acquis au Maroc, la diminution de la durée de délivrance des visas, des remises sur le transport aérien et l'existence d'une main-d'œuvre expérimentée et qualifiée (artisans, techniciens...) a permis la constitution d'un pôle compétitif de tournage structuré autour de 3 studios : Atlas, C.L.A., Kanzamane et d'un musée du cinéma.

De propriété italo-marocaine, le studio Kanzamane abrite également un centre de formation. Le groupe italien Cinecittà holding, l'Institut Luce, la Région de Latium et le groupe marocain Daghham Films ont contribué à son implantation pour former 200 jeunes Marocains par an aux métiers de l'industrie cinématographique et audiovisuelle.

## ► L'activité cinématographique à Ouarzazate en chiffres<sup>34</sup>

Genre	Nombre	Emplois créés	Budget investi en million de dirhams
Longs-métrages	68	94 264	1 925
Courts-métrages	32	116	7,6
Reportages	181	207	9,1
Documentaires	146	299	44,3
<b>TOTAL</b>	<b>429</b>	<b>94 886</b>	<b>1 986</b>

34 Monographie de Ouarzazate, CRI DSU – Agadir, 2011 – années non indiquées.

Comparé à d'autres secteurs de production locale, le potentiel en création d'emplois (temporaires et/ou permanents) du secteur cinématographique est intéressant. Si la moyenne de figurants locaux employés sur chaque tournage était de 200 personnes, 9 films étrangers (l'équivalent de ceux tournés à Ouarzazate en 2012) permettraient à eux seuls d'atteindre en volume les seuils d'emploi des secteurs traditionnels<sup>35</sup>. Ces chiffres virtuels correspondent au tournage de grands

35 À titre de comparaison, le secteur minier, l'un des pôles principaux de développement économique, a généré, en 2011, 1 856 emplois dans deux sociétés minières et chez leurs sous-traitants. Source : Monographie de Ouarzazate, 2011.

films dont le dernier, *Prince of Persia*, remonte à 2008. Leur réalisation dépend notamment des bouleversements politiques régionaux qui inquiètent les producteurs pour des raisons de sécurité. À ceci s'ajoute la concurrence des studios d'autres pays émergents, d'Europe de l'Est, d'Amérique latine et d'Afrique du Sud.

Pour développer cette filière et tirer parti des atouts naturels et culturels de Ouarzazate, la Province et la Région du Souss Massa Drâa, ont créé une cellule de suivi des affaires cinématographiques<sup>36</sup>, élaboré

36 Intervention de M. Abdessadek El Alem, actes de conférence citée, p. 16.



une stratégie régionale de développement des métiers du cinéma et mis en place un fonds. Le partenariat public-privé est un axe fondamental de cette stratégie. Un jumelage a été établi avec Hollywood en vue de faciliter le transfert des meilleures pratiques et de bénéficier de l'expertise américaine<sup>37</sup>.

En 2007, le Conseil de la Région du Souss Massa Drâa, en collaboration avec le Centre cinématographique marocain, a présenté une stratégie pour faire de Ouarzazate le leader de l'accueil de tournages cinématographiques en Afrique à l'horizon 2016. Parmi les 6 axes prioritaires de cette stratégie, on peut retenir la création de la *Ouarzazate Film Commission* sous la forme d'une association qui regroupe l'ensemble des acteurs de cette filière<sup>38</sup>; le développement – à l'instar du Dreamworld Film City de Cape Town (Afrique du Sud) – d'un lieu unique offrant à un producteur tous les services nécessaires; le recensement et la formation de compétences; la mise en place d'un système d'incitations financières pour les sociétés de production; l'implantation d'une infrastructure englobant les équipements dédiés aux tournages, à la santé, aux télécommunications et à l'animation sur place.

L'objectif visé est de porter le nombre de tournages annuels de 57 à 225 entre 2005 et 2016 et de créer 8 000 emplois dans la région<sup>39</sup>. Compte tenu du contexte mondial et de la baisse potentielle des tournages de films étrangers, cet objectif ne pourrait être tenu sans augmentation du nombre de films marocains tournés à Ouarzazate. En effet, en 2012, sur 25 tournages de longs-métrages étrangers au Maroc, 9 seulement ont été tournés à Ouarzazate<sup>40</sup>.

Le Conseil régional a par ailleurs initié en 2008 un plan d'appui aux activités pour améliorer l'attractivité de la filière doté d'un Fonds de soutien<sup>41</sup>. Les activités favorisant les synergies entre tourisme et cinéma et la location d'équipement sont également

prises en compte<sup>42</sup>. Ce fonds, doté d'une enveloppe globale de 3 M DH, est réservé aux sociétés ayant leur siège dans la région du Souss Massa Drâa et dont le projet entre en cohérence avec la stratégie du Conseil régional pour le développement de l'industrie cinématographique.

Des dispositifs régionaux sont également mis en place par le Centre régional d'investissement, qui met à disposition des entrepreneurs locaux des outils de financement, y compris privés, pour la création d'entreprises. À ceux-ci s'ajoute un Fonds de garantie des industries culturelles (FGIC) qui facilite l'accès au financement bancaire pour les PME des industries culturelles ayant un chiffre d'affaires annuel inférieur ou égal à 20 millions DH<sup>43</sup>.

Outre la promotion des ressources humaines locales, les missions de la *Ouarzazate Film Commission* concernent également la production nationale dont les statistiques prouvent le dynamisme.

## Au Sénégal<sup>44</sup>

Comme au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, les industries culturelles sont en **développement** au Sénégal. Les coûts de production des biens et services culturels ne sont pas systématiquement amortis sur le marché national car la taille de la population et le pouvoir d'achat sont restreints.

Les entreprises évoluent principalement dans l'informel et il est difficile d'en estimer la contribution à la richesse nationale tant une grande partie échappe aux recensements statistiques.

Le secteur de la culture dispose cependant d'un potentiel certain qui peut générer des recettes considérables en cas de succès.

Les résultats de l'enquête (à prendre avec précaution) révèlent que l'ensemble du secteur (édition, audiovisuel, musique et événements culturels) génère au moins 2 455 emplois et 12,5 milliards de FCFA (27,3 millions USD).

37 <http://www.regionsmd.com/cinema.html>

38 Conseil régional Souss Massa Drâa, Hanane Hdadou, le CCM, le Centre régional d'investissement.

39 Intervention de M. Abdessadek El Alem, actes de conférence citée, p. 17.

40 Données 2012, source : Abdessadek El Alem, Secrétaire Général, Ouarzazate Film Commission.

41 Appel à projets du Fonds de soutien aux activités cinématographiques à Ouarzazate, Centre régional d'investissement du Souss Massa Drâa.

42 <http://www.ccisouarazate.com/cinema.php>

43 Monographie de la région du Souss Massa Drâa, p. 44.

44 Profil culturel des pays du Sud membres de la Francophonie. Un aperçu de trois pays de l'UEMOA. Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, OIF - 2010. [http://www.francophonie.org/IMG/pdf/profil\\_oif\\_uemoa\\_vlegere.pdf](http://www.francophonie.org/IMG/pdf/profil_oif_uemoa_vlegere.pdf)

## Édition et livres

Près de **30** maisons d'édition, **9** imprimeries, **15** librairies, plus de **60** journaux et magazines, **1** agence de presse, **26** bibliothèques (communales, régionales, nationale, spécialisées, centres culturels...), **47** bibliothèques du réseau « lire en Afrique » et **16** Centres de lecture et d'animation culturelle (CLAC) sont ainsi recensés sur l'ensemble du territoire.

L'édition est un secteur relativement récent au Sénégal puisqu'un embryon d'industrie du livre est né au milieu des années 1970. La production éditoriale est dominée par le français dans un pays où la majorité de la population ne parle pas cette langue. Il existe cependant une édition en langues nationales portée par une forte volonté politique de leur promotion (il existe un fonds d'aide à l'édition). Celle-ci reste malgré tout fragile

compte tenu de la faiblesse de ses débouchés liée au taux d'analphabétisme.

L'enquête réalisée auprès des acteurs de la filière de l'édition – maisons d'édition, de distribution, librairies, agences de presse, journaux, bibliothèques – révèle un chiffre d'affaires du secteur d'environ 8,5 milliards de FCFA (18,3 millions USD) et une contribution à l'emploi de 585 personnes.

Avec un montant de 2,5 millions USD en 2007 et une croissance annuelle moyenne de 26 % depuis 2003, le Sénégal est le plus gros exportateur de livres de l'UEMOA.

### Audiovisuel

Précurseur de l'émergence d'un cinéma national en Afrique de l'Ouest, le Sénégal a connu, à partir des années 1990, une dégradation générale qui a entraîné une mutation structurelle de la filière image : cinéma, télévision, vidéo. En effet, le retrait de l'État en matière de production, distribution et diffusion a engendré une crise profonde et durable de la filière et principalement de la diffusion. Il a accéléré la mutation structurelle et technologique de la production rendue possible par l'outil numérique. Ainsi,

l'effondrement de la distribution classique a entraîné celui du réseau d'exploitation passant de 52 salles en 1982 à 15 salles en 2009, provoquant une baisse de la fréquentation et amplifiant le déficit d'exploitation qui, à son tour, a conduit à la fermeture d'un très grand nombre de salles.

En 2010 : 17 films dont 4 longs métrages (2 fictions et 2 documentaires) et 13 courts

métrages ont été produits. Pour l'année 2011, ce sont 20 films dont 4 longs métrages (2 fictions et 2 documentaires). Enfin pour l'année 2012 : 24 films dont 3 fictions (dont le film de Moussa Touré « La pirogue » qui a été récompensée au FESPACO) ont été produits.

Au titre des évolutions engendrées par le numérique, retenons aussi l'émergence de la projection mobile et des festivals pour répondre, sur une plus large échelle territoriale, à la demande nationale qui existe non seulement dans les villes mais aussi en milieu rural. Parallèlement à ce processus, et pour compenser les carences de la distribution, les sociétés de production se chargent de distribuer leurs propres films.

Pourtant, un secteur audiovisuel avec un réel potentiel est en cours de constitution.

Selon une étude de la Mission économique française, ce secteur pourrait avoir un chiffre d'affaires estimé à 15 milliards de FCFA (32,8 millions USD) dont 5,9 milliards pour la télévision. Le secteur publicitaire serait le moteur de cette filière grâce à la libéralisation de la télévision qui a attiré un nombre important de groupes de communication, nationaux et étrangers. Il existe aujourd'hui 6 chaînes de télévision (auxquelles il faut rajouter la récente chaîne TFM détenue par le chanteur Youssouf Dour) dont une publique et 27 radios privées. Les nouvelles chaînes de télévision connaissent des problèmes techniques mais leur principale difficulté réside dans l'accès très concurrentiel aux ressources commerciales.

### Musique

L'enquête réalisée auprès des différents maillons de la filière musicale – studios d'enregistrement, maisons de production, maisons de distribution, vente au détail, scènes – révèle que celle-ci génère au moins 660 emplois et 460 millions de FCFA (1 million USD). 13 salles de répétitions, 12 unités de duplication (industrielles et artisanales), plus de 60 studios d'enregistrement et de montage, 16 maisons de production, 7 maisons de distribution, 16 salles de spectacles sont ainsi recensés sur l'ensemble du territoire. Une très grande majorité des entreprises de ce secteur sont des micro-entreprises (81 %) et il est difficile d'évaluer leur activité étant donné le très faible taux de réponse des structures interrogées concernant leur production et leur chiffre d'affaires. //

**12** studios d'enregistrement et de montage, **36** maisons de production, **15** maisons de distribution, **6** stations de télévision, **25** stations de radio (grandes stations et stations communautaires) et **15** salles de cinéma sont ainsi recensés sur l'ensemble du territoire.